

Les réformes au Maroc : une lecture économique

- Depuis 2001 jusqu'à 2008 le taux de croissance moyen est de 5,1% deux fois plus que dans les années 90
- Le revenu par habitant a presque doublé 2850 \$ US

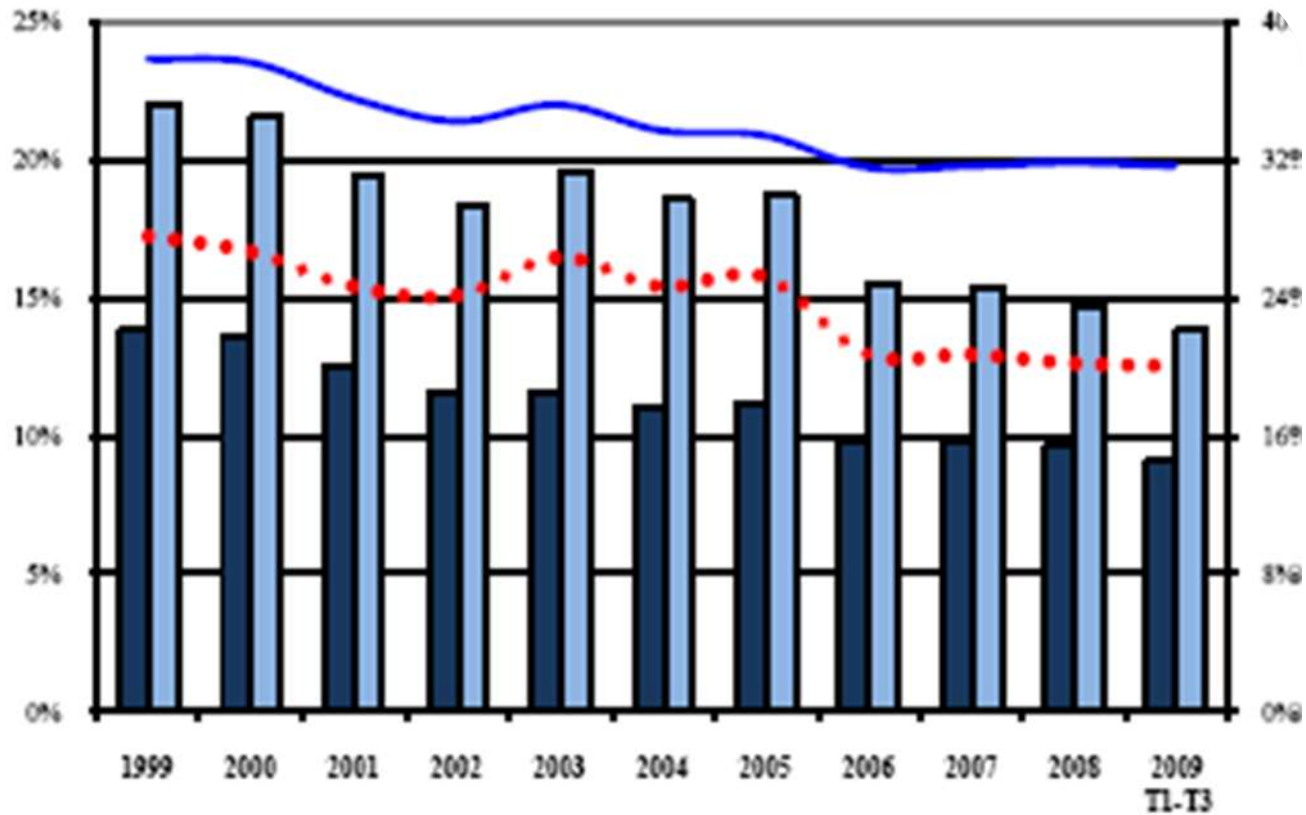
- Depuis 2005 le Maroc a introduit une souplesse dans la politique budgétaire
- Gestion active de la dette
- Intégration dans l'économie mondiale

Commerce Extérieur Exprimé en Proportion du PIB Comparaison Internationale

Pays	Moyenne de 2004 à 2008
	(%)
Égypte	65
Jordanie	146
Liban	140
Maroc	76
Tunisie	108

Source : Calcul réalisé par les équipes de la Banque mondiale

Baisse du chômage (en pourcentage)



■ National (Axe gauche)

■ Urbain (Axe gauche)

— Jeunes urbains (Axe droit)

— Femmes urbaines (Axe droit)

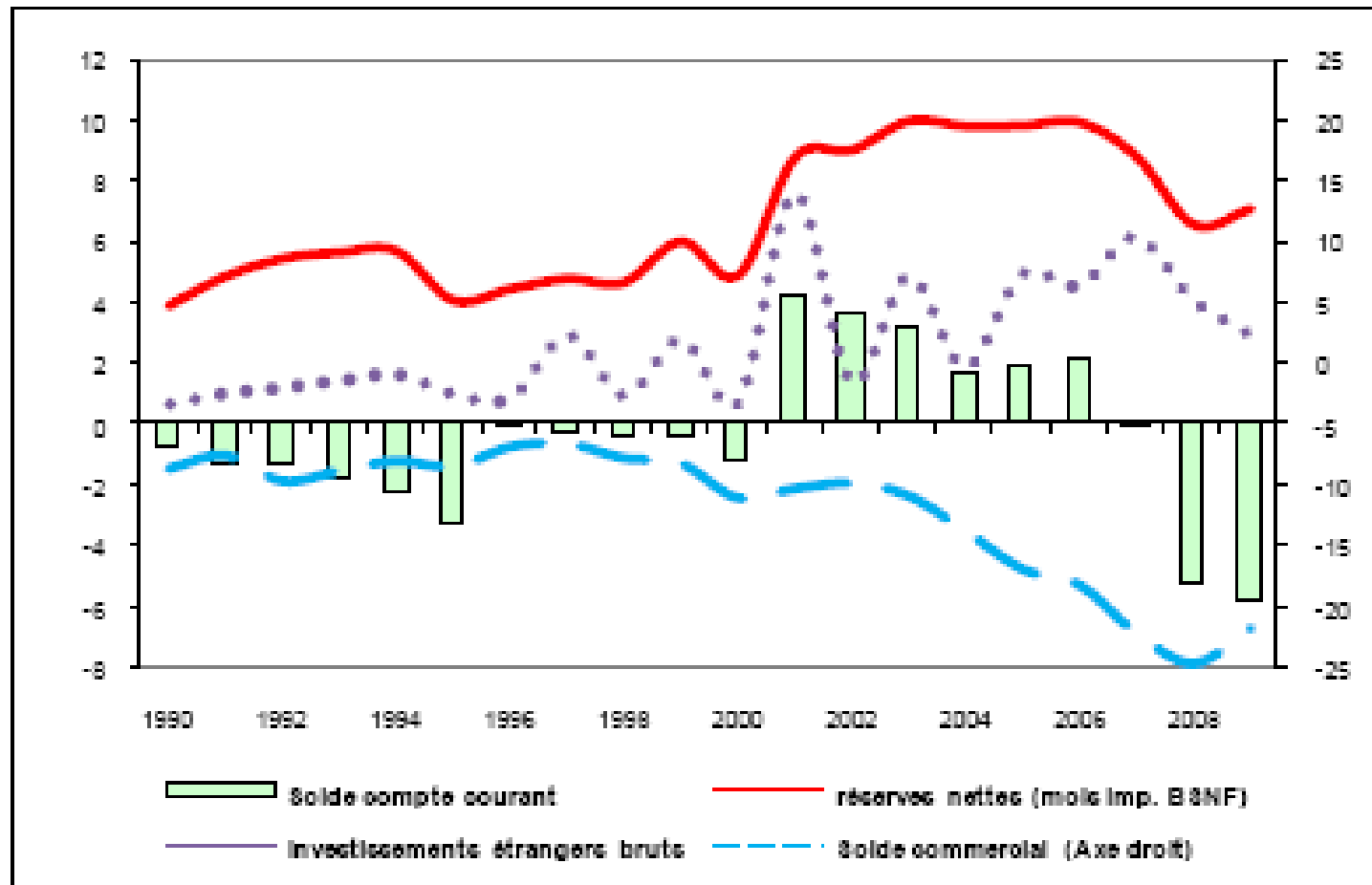
— Jeunes urbains (Axe gauche)

— Femmes urbaines (Axe gauche)

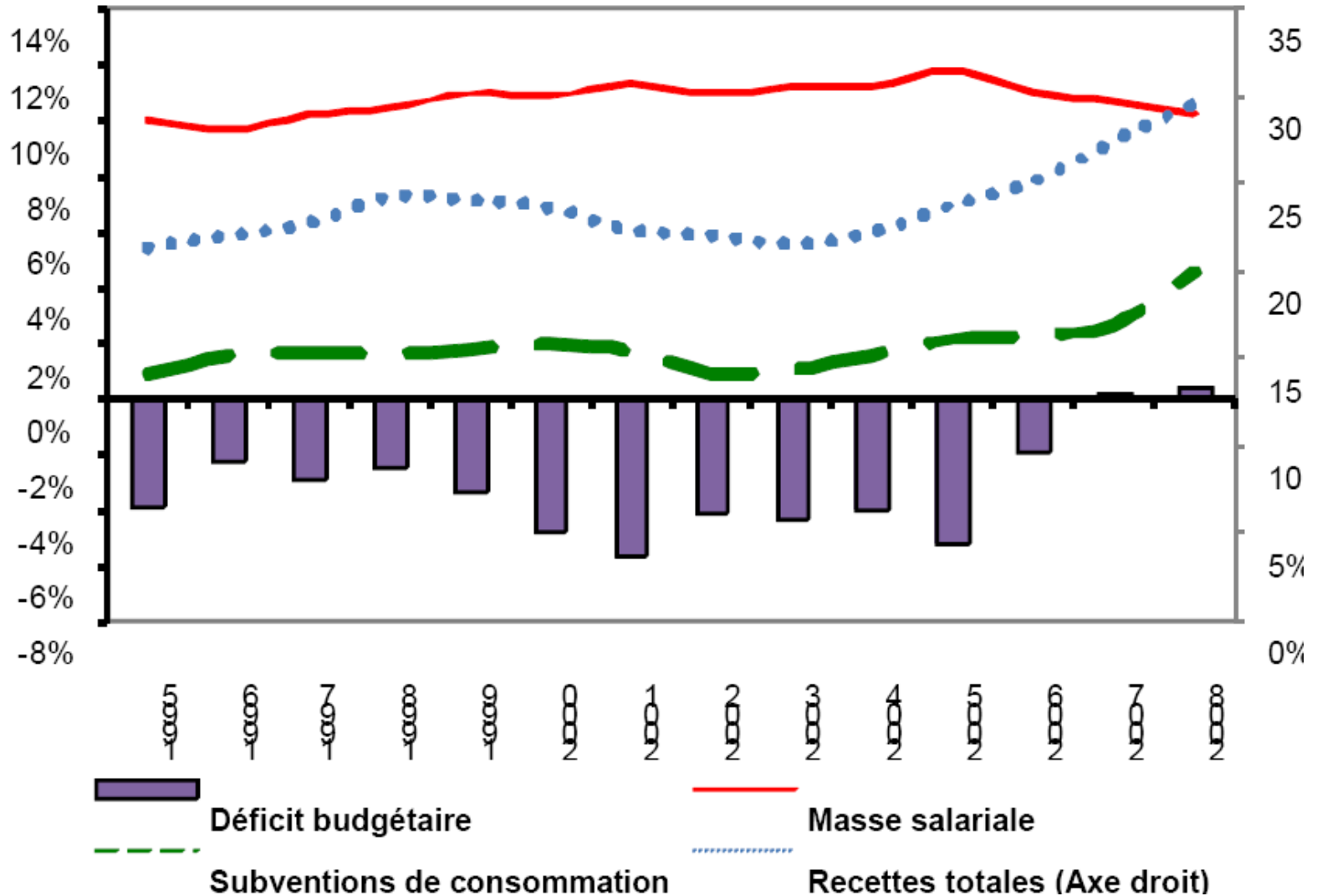
■ Jeunes urbains (Axe droit)

■ Femmes urbaines (Axe droit)

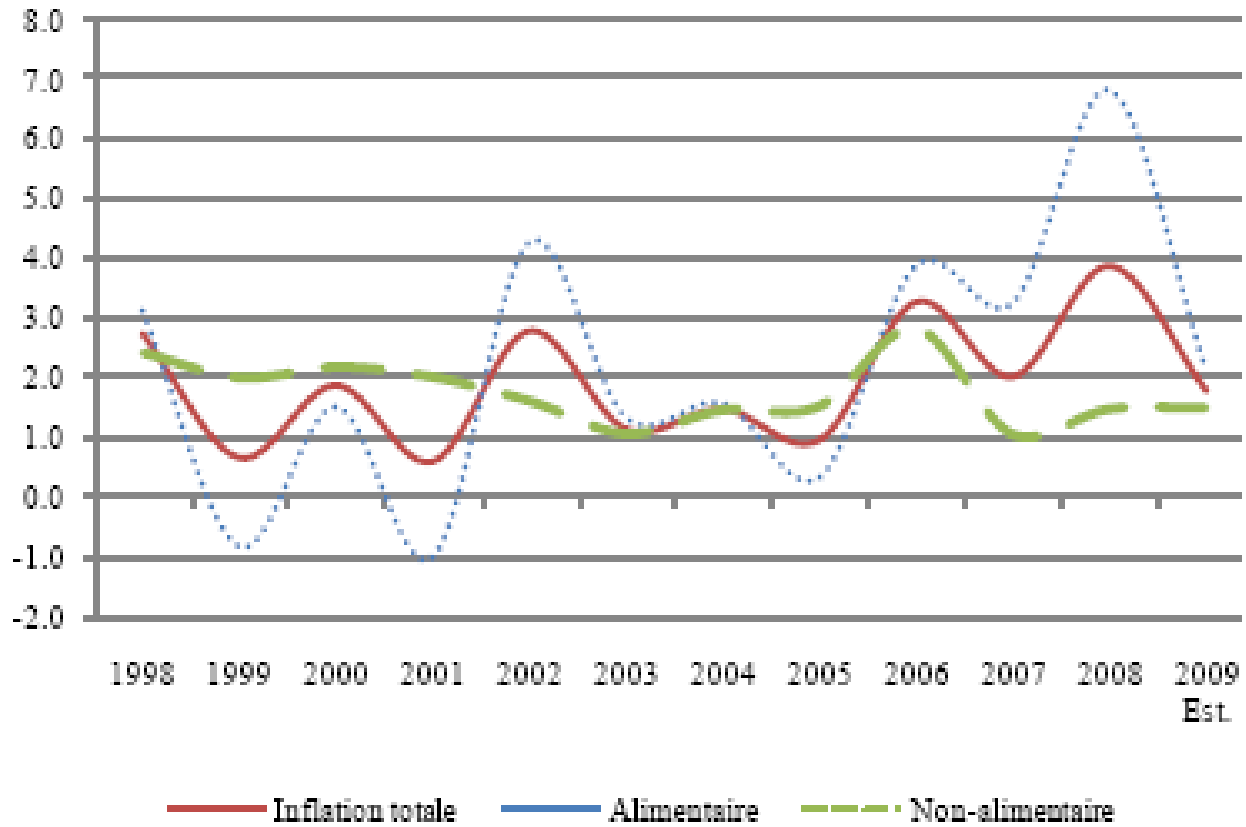
Solide position extérieure mais vulnérabilité au niveau du commerce (en %)



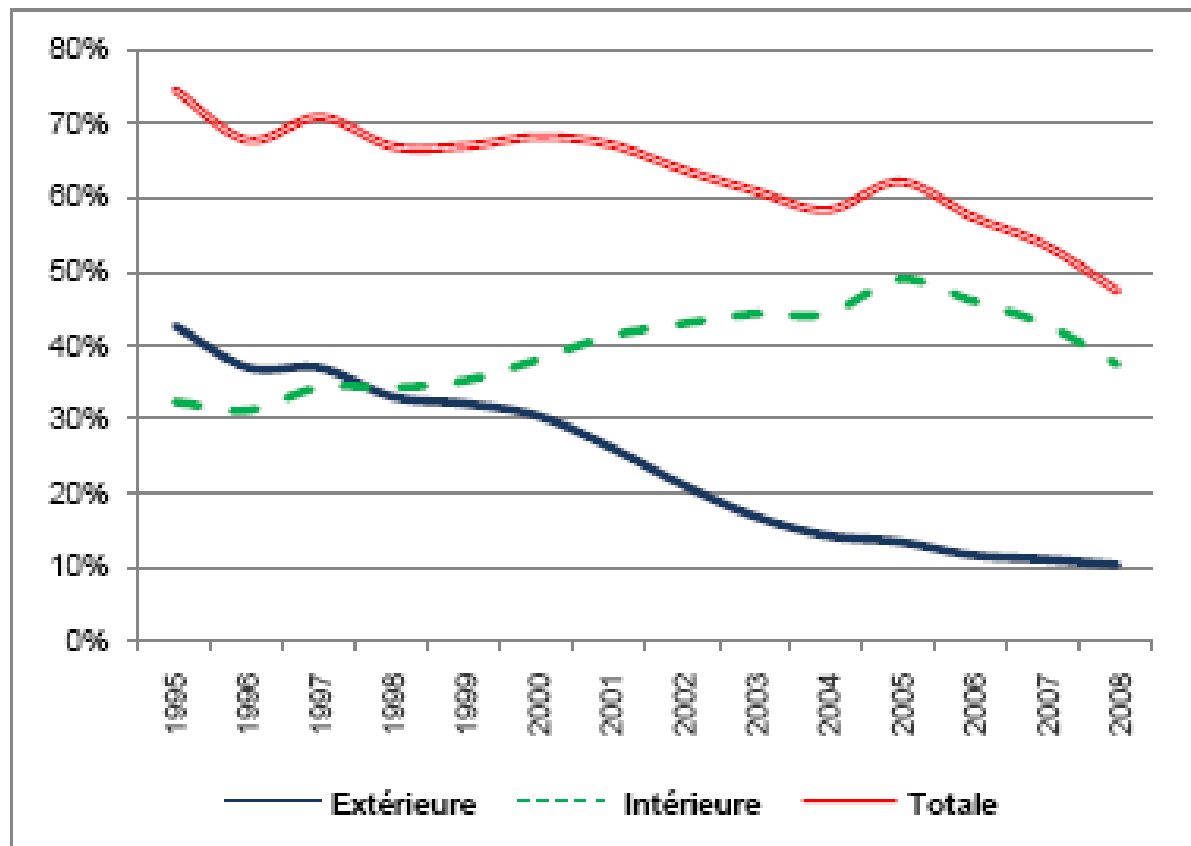
Amélioration des finances publiques (en %)



Inflation contrôlée (%)

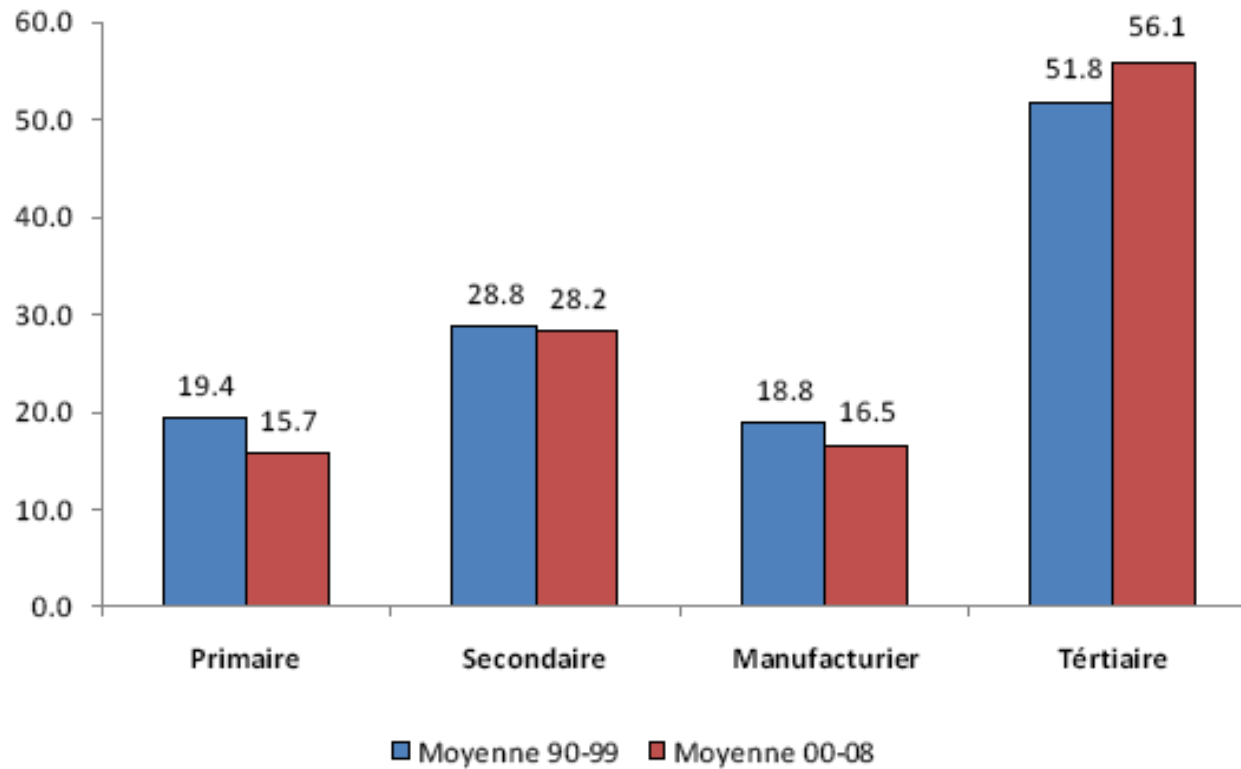


Dettes publique presque soutenable (en % du PIB)

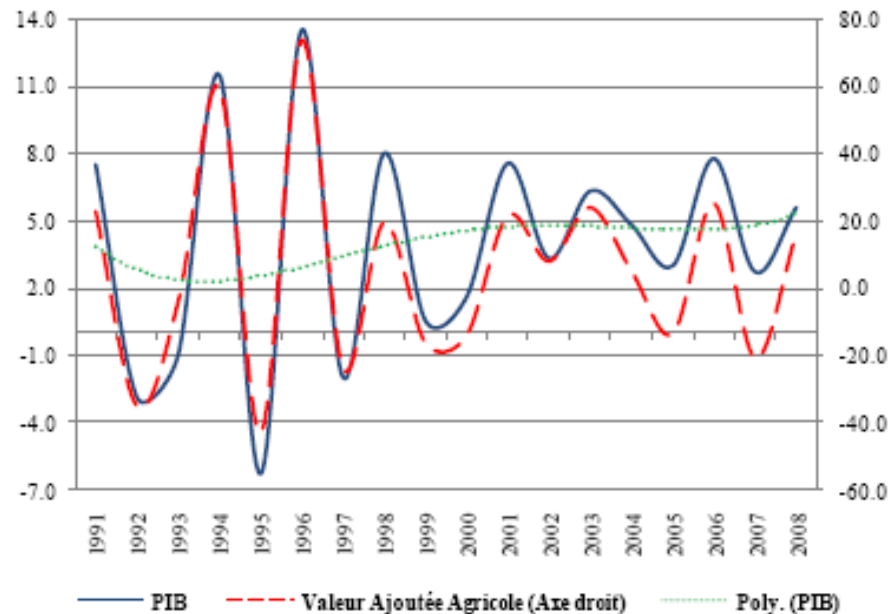


Modification dans la structure de l'économie marocaine

parts sectorielles en % du PIB



Croissance plus élevée, moins volatile et moins dépendante du secteur agricole (en pourcentage)



- Effet limité de la crise; le secteur réel
- Baisse des exportations, des envois de fonds; des IDE
- Les réformes structurelles des 10 dernières années
- Système financier peu exposé
- Réaction des autorités avec l'assouplissement des politiques budgétaire et monétaire

La crise financière : les banques

- Limitée au niveau des banques
- Faiblesses de la dette extérieure des banques
- Restrictions des sorties des capitaux
- Limites avec le marché financier international
- Financement des dépôts

Crise financière sur le réel

- Ralentissement économique de l'Europe
- Baisse des exportations de 34%
- Baisse des recettes du tourisme de 14%
- Baisse des envois des fonds de 12%
- Baisse des IDE de 34%

Réaction rapide des autorités

- Soutien de la demande intérieure
- Déficit de 2.2% en 2009 après un léger excédent en 2008
- Réduction du taux d'imposition
- Pressions inflationnistes faibles(réduction du taux de base de BAM)
- Appui des partenaires(UE et USA)
- Effet de l'agriculture

Le court terme

- Soutien fort de la demande intérieure
- Reprise lente de la croissance en Europe
- Dégradation des termes des échanges (prix du pétrole et prix du phosphate)
- Reprise retardée du tourisme et de l'envoi des fonds

Assouplissement de la politique budgétaire

- Le budget 2010 : un déficit de 4.4%
- Les dépenses seront augmentées afin de soutenir la relance
- La pression fiscale sera réduite

Evolution de la politique budgétaire en % du PIB

	2009	2010
Solde	-2,9	-1 ,9
Impacts des réformes budgétaires	-1,6	-1,2
- impôt sur le revenu	-0,6	-0,6
- impôt sur les sociétés	-0,3	0,0
Impact des mesures liées aux dépenses	0,7	0,6
- Augmentation salariale	0,3	0,2
- Augmentation des dépenses en capital	0,4	0,4
Variation de solde non liée aux réformes	-1,3	-0,8

Au niveau financier

- Augmentation des créances en souffrance
- Les crédits alloués à l'immobilier méritent d'être suivis (les autorités comptent créer un indice immobilier)

On pourrait encore améliorer l'efficacité des dépenses

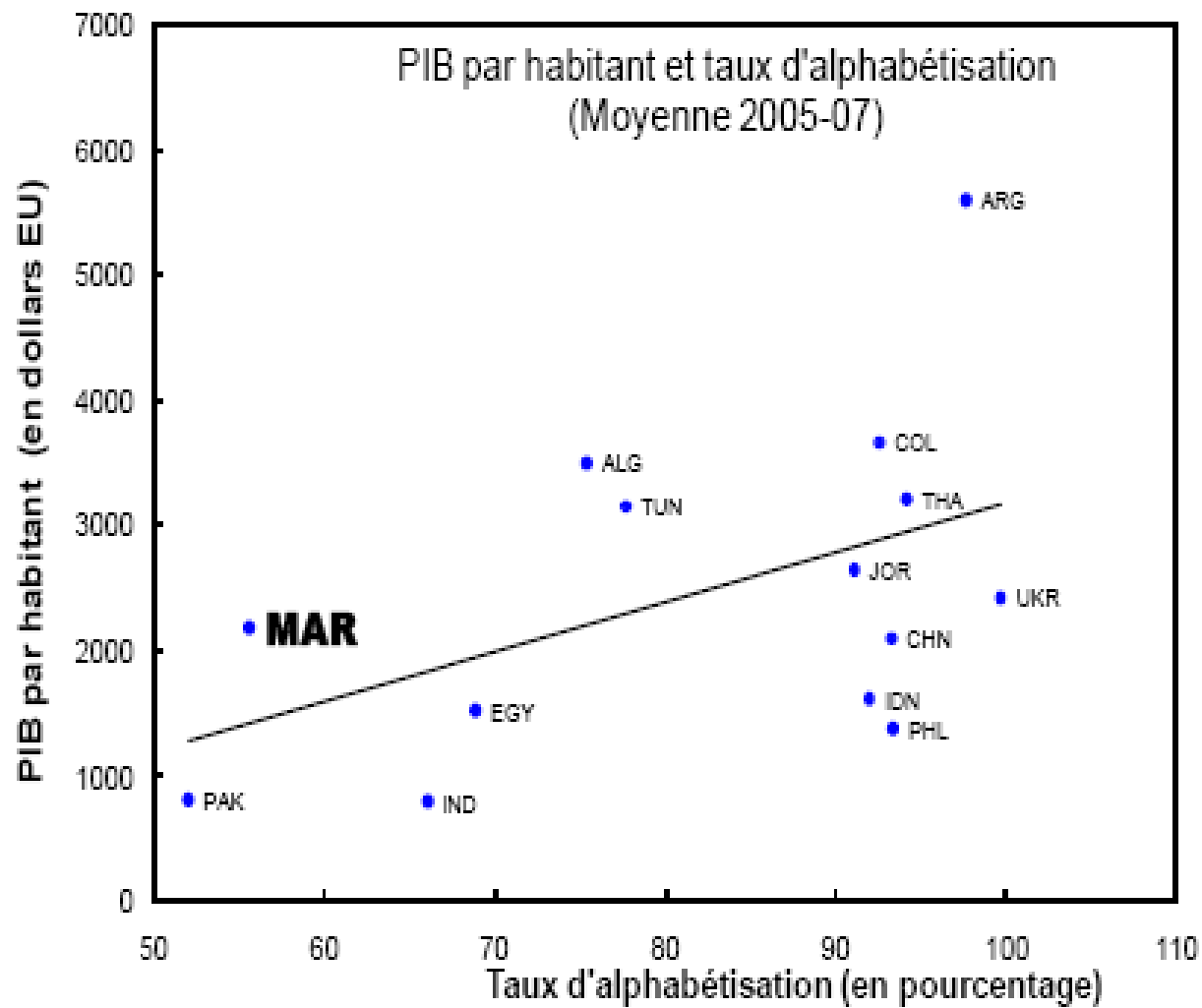
- Gérer mieux les dépenses courantes
- La masse salariale reste >10% du PIB
- Simplifier plus les procédures fiscales

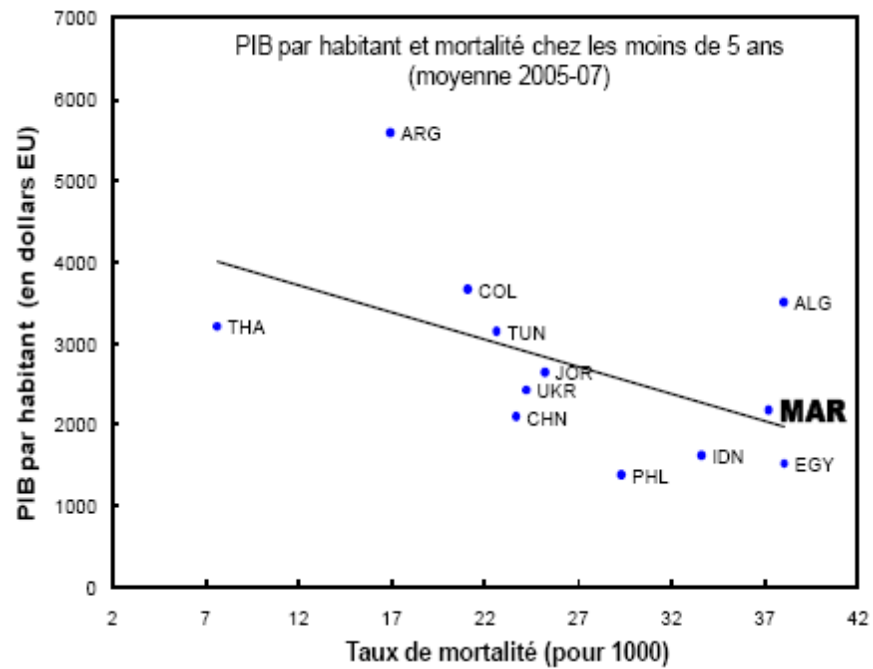
La compétitivité

- Le solde des transactions courantes se détériore signalant un problème de compétitivité surtout après 2006
- La balance commerciale a enregistré un déficit record (22% du PIB)

La pauvreté

- Le taux (monétaire) est passé de 15% en 2001 à 9% en 2007
- Le chômage a reculé
- Les défis du chômage et de la pauvreté ont poussé au lancement en 2005 de l'INDH d'un milliards de \$ US sur 5 ans
- Les réformes des secteurs de l'éducation et de la santé





conclusion

Plusieurs réformes structurelles ont été lancées, mais d'autres demeurent nécessaires :

- Libéralisation du transport
- Libéralisation de l'énergie (en cours)
- Renforcement du système financier
- Diversification des pôles de croissance
- Système éducatif permettant d'offrir de la main d'œuvre
- Nouvelle affectation de la main d'œuvre entre secteur agricole et non agricole
- Exportations à faible valeur ajoutée limitent les gains de croissance